

CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION ET DE VENTE
DE L'APPLICATION
CANI'COMPANY

Date d'entrée en vigueur : [26/08/2024]

1 - OBJET

Les présentes conditions générales d'utilisation et de vente s'appliquent sans restriction ni réserves à l'ensemble des services et ventes en ligne proposés par la société CANI'COMPANY (ci-après, le « **Prestataire** » ou « **CANI'COMPANY** ») sur l'application CANI'COMPANY (ci-après, l'« **Application** »).

L'Application est une plate-forme électronique, qui permet aux internautes (ci-après, les « **Utilisateurs** ») de se mettre en relation pour sociabiliser leur animal de compagnie, programmer des activités, partager des centres d'intérêt ou signaler la perte, le vol ou la fugue de leur animal au travers des prestations de services proposées sur l'Application (ci-après, les « **Services** »)

Les présentes conditions générales d'utilisation et de vente ont pour objet de définir les modalités et conditions d'utilisation de ces services en ligne ainsi que le paiement des services associés, ainsi que de définir les droits et obligations des parties dans ce cadre.

Elles sont accessibles et imprimables à tout moment par un lien directement accessible au sein de l'Application.

La version applicable des conditions générales d'utilisation et de vente est celle consultable en ligne sur l'Application à chaque connexion de l'Utilisateur.

Les présentes conditions générales d'utilisation et de vente prévalent sur toutes autres conditions générales ou particulières non expressément agréées par CANI'COMPANY.

Elles peuvent être complétées le cas échéant par des conditions d'utilisation particulières à certains services offerts sur l'Application, lesquelles complètent les présentes conditions générales et, en cas de contradiction, prévalent sur ces dernières.

Le fait que CANI'COMPANY ne se prévale pas à un moment donné de l'une quelconque des conditions générales de vente et d'utilisation ne peut être interprété comme valant renonciation à se prévaloir ultérieurement de l'une quelconque desdites conditions.

La nullité d'une clause contractuelle n'entraîne pas la nullité des conditions générales d'utilisation et de vente. L'inapplication temporaire ou permanente d'une ou plusieurs clauses des conditions générales d'utilisation et de vente par CANI'COMPANY ne saurait valoir renonciation de sa part aux autres clauses des conditions générales d'utilisation et de vente qui continuent à produire leurs effets.

L'Application est accessible à tous les utilisateurs du réseau internet par principe 24/24h, 7/7j, sauf interruption, programmée ou non, par CANI'COMPANY ou ses prestataires, pour les besoins de sa maintenance et/ou de sécurité ou cas de force majeure ou mise à jour de l'Application. CANI'COMPANY ne saurait être tenue responsable de tout dommage, quelle qu'en soit la nature, résultant d'une indisponibilité de l'Application.

CANI'COMPANY ne garantit pas que l'Application sera exempte d'anomalies, erreurs ou bugs, ni que l'Application fonctionnera sans panne ni interruption. Elle peut à cet égard déterminer librement et à son entière discrétion toute période d'indisponibilité de l'Application ou de son contenu. CANI'COMPANY ne peut non plus être tenue responsable de problèmes de transmission de données, de connexion ou d'indisponibilité du réseau.

2 - IDENTITE DU PRESTATAIRE ET CONTACT

L'Application est exploitée par la société CANI'COMPANY, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, immatriculée au RCS de Chambéry sous le n° 985 008 796 dont le siège social est situé au 199, route du Chanay - 73250 Saint-Jean-de-la-Porte, qui propose les Services.

CANI'COMPANY peut être contactée aux coordonnées suivantes, notamment pour toute réclamation :

Adresse postale : 199, route du Chanay - 73250 Saint-Jean-de-la-Porte

Téléphone : 06 77 27 07 54

Adresse électronique : contact@canicompany.fr

3 - CAPACITE JURIDIQUE ET ACCEPTATION DES CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION ET DE VENTE

1. Capacité juridique

L'Application est accessible :

- A toute personne physique disposant de la pleine capacité juridique pour s'engager au titre des présentes conditions générales. La personne physique qui ne dispose pas de la pleine capacité juridique ne peut accéder à l'Application qu'avec l'accord de son représentant légal.
- A toute personne morale agissant par l'intermédiaire d'une personne physique disposant de la capacité juridique pour contracter au nom et pour le compte de la personne morale.

2. Acceptation des conditions générales

L'acceptation des présentes conditions générales par l'Utilisateur est matérialisée par une case à cocher dans le formulaire de commande. Cette acceptation ne peut être que pleine et entière. Toute acceptation sous réserve est considérée comme nulle et non avenue. L'Utilisateur qui n'accepte pas d'être lié par les présentes conditions générales ne doit pas utiliser l'Application.

3. Inscription sur l'Application

L'utilisation de l'Application nécessite que l'Utilisateur s'inscrive sur l'Application en remplissant le formulaire prévu à cet effet.

Dans tous les cas, l'Utilisateur doit fournir l'ensemble des informations marquées comme obligatoires. Toute inscription incomplète ne sera pas validée.

L'inscription entraîne automatiquement l'ouverture d'un compte au nom de l'Utilisateur (ci-après, le « **Compte** »), lui donnant accès à un espace personnel (ci-après, l'« **Espace Personnel** ») qui lui permet de gérer informations et options sous une forme et selon les moyens techniques que CANI'COMPANY juge les plus appropriés.

L'Utilisateur garantit que toutes les informations qu'il donne dans le formulaire d'inscription sont exactes, à jour et sincères et ne sont entachées d'aucun caractère trompeur.

Il s'engage à mettre à jour ces informations dans son Espace Personnel en cas de modifications (notamment : changement d'adresse e-mail), afin qu'elles correspondent toujours aux critères susvisés.

L'Utilisateur est informé et accepte que les informations saisies aux fins de création ou de mise à jour de son Compte valent preuve de son identité. Les informations saisies par l'Utilisateur l'engagent dès leur validation.

L'Utilisateur peut accéder à tout moment à son Espace Personnel après s'être identifié à l'aide de son identifiant de connexion ainsi que de son mot de passe.

L'Utilisateur s'engage à utiliser personnellement son Compte et à ne permettre à aucun tiers de l'utiliser à sa place ou pour son compte, sauf à en supporter l'entière responsabilité.

Il est pareillement responsable du maintien de la confidentialité de son identifiant et de son mot de passe, tout accès à l'Application, à l'aide de ces derniers étant réputée effectuée par l'Utilisateur. Celui-ci doit immédiatement contacter CANI'COMPANY aux coordonnées mentionnées à l'article 2 des présentes s'il remarque que son Compte a été utilisé à son insu. Il reconnaît à CANI'COMPANY le droit de prendre toutes mesures appropriées en pareil cas.

4 - CARACTERISTIQUES DES SERVICES

Avant toute commande en ligne et en application notamment des dispositions de l'article L111-1 du Code de la consommation, l'Utilisateur peut prendre connaissance, sur l'Application, des caractéristiques de chaque Service qu'il désire utiliser ou souscrire.

CANI'COMPANY fera en sorte que les photographies et les descriptions des Services sur l'Application Internet soient les plus fidèles possible aux Services eux-mêmes. Les Services proposé(s) à la vente sont décrits et présentés avec la plus grande exactitude possible.

5 – SERVICES GRATUITS ET SOUSCRIPTION A UN SERVICE PAYANT

L'installation, l'inscription sur l'Application et son utilisation sont gratuites.

L'Utilisateur peut néanmoins choisir de souscrire à des services payants (ci-après le(s) « **Service(s) Payant(s)** ») qui seraient proposés par CANI'COMPANY.

1. Souscription à un Service Payant

Pour souscrire à un Service Payant, l'Utilisateur doit sélectionner le Service Payant proposé par CANI'COMPANY, ses caractéristiques et les éventuelles options de son choix, puis valider sa souscription.

Il peut accéder au récapitulatif de sa souscription à tout moment tant que cette dernière n'est pas définitivement validée et peut corriger d'éventuelles erreurs dans les éléments saisis.

La souscription est réputée reçue par CANI'COMPANY lorsque celle-ci est définitivement validée par l'Utilisateur.

2. Confirmation de la souscription

A l'issue de sa souscription et après validation par l'Utilisateur et CANI'COMPANY, l'Utilisateur reçoit une confirmation de celle-ci qui récapitule les éléments de la souscription et les conditions d'exécution du Service Payant, ainsi que la durée de la souscription.

CANI'COMPANY recommande à l'Utilisateur de conserver les informations contenues dans la confirmation de souscription.

6 - PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

1. Prix

Les prix de souscription aux Services Payants sont affichés sur l'Application.

Ils sont indiqués en euros, toutes taxes comprises (TVA française et autres taxes applicables).

CANI'COMPANY se réserve le droit, à sa libre discrétion et selon des modalités dont elle sera seule juge, de proposer des offres promotionnelles ou réductions de prix.

Le prix applicable est celui affiché sur l'Application au moment de l'enregistrement de la souscription de l'Utilisateur.

2. Modalités de paiement

La totalité du prix des Services Payants est exigible à la validation de la souscription par CANI'COMPANY.

L'accès au paiement s'effectue, après réservation et validation, sur l'application qui renvoi automatiquement à la page de paiement.

Le paiement peut s'effectuer en ligne par carte bancaire, tout service de paiement sélectionné par CANI'COMPANY ou tout autre service de paiement proposé par le système d'exploitation de l'appareil où est installé l'Application.

L'Utilisateur garantit à CANI'COMPANY qu'il dispose des autorisations nécessaires pour utiliser le mode de paiement choisi.

3. Facturation

La facture correspondant à chaque commande effectuée par l'Utilisateur est envoyée à l'Utilisateur par email, à l'adresse indiquée dans son formulaire d'inscription.

7 – EXECUTION DES SERVICES

1. Territoire des Services

Les Utilisateurs sont expressément informés que l'Application ne propose l'exécution des Services qu'en France Métropolitaine.

2. Modes de livraison des Services et Services Payants

La livraison des Services et Services Payants souscrits sur l'Application s'opère par l'utilisation de l'Application.

L'Utilisateur est informé avant la validation de sa commande des modes d'exécution des Services souscrits.

L'Utilisateur doit s'assurer que les informations communiquées sont correctes, et qu'elles le restent jusqu'à complète exécution du ou des Service(s) ou Service(s) Payant(s) souscrits.

8 - DROIT DE RETRACTATION

Le droit de rétractation s'exercera selon les modalités prévues par le Code de la consommation.

Il est entendu que tous les Services peuvent faire l'objet d'une rétractation, excepté ceux exclus par l'article L. 221-28 du Code de la consommation, reproduit ci-dessous :

Le droit de rétractation ne peut être exercé pour les contrats :

1° De fourniture de services pleinement exécutés avant la fin du délai de rétractation et dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation ;

2° De fourniture de biens ou de services dont le prix dépend de fluctuations sur le marché financier échappant au contrôle du professionnel et susceptibles de se produire pendant le délai de rétractation ;

- 3° De fourniture de biens confectionnés selon les spécifications du consommateur ou nettement personnalisés ;
- 4° De fourniture de biens susceptibles de se détériorer ou de se périmer rapidement ;
- 5° De fourniture de biens qui ont été descellés par le consommateur après la livraison et qui ne peuvent être renvoyés pour des raisons d'hygiène ou de protection de la santé ;
- 6° De fourniture de biens qui, après avoir été livrés et de par leur nature, sont mélangés de manière indissociable avec d'autres articles ;
- 7° De fourniture de boissons alcoolisées dont la livraison est différée au-delà de trente jours et dont la valeur convenue à la conclusion du contrat dépend de fluctuations sur le marché échappant au contrôle du professionnel ;
- 8° De travaux d'entretien ou de réparation à réaliser en urgence au domicile du consommateur et expressément sollicités par lui, dans la limite des pièces de rechange et travaux strictement nécessaires pour répondre à l'urgence ;
- 9° De fourniture d'enregistrements audio ou vidéo ou de logiciels informatiques lorsqu'ils ont été descellés par le consommateur après la livraison ;
- 10° De fourniture d'un journal, d'un périodique ou d'un magazine, sauf pour les contrats d'abonnement à ces publications ;
- 11° Conclues lors d'une enchère publique ;
- 12° De prestations de services d'hébergement, autres que d'hébergement résidentiel, de services de transport de biens, de locations de voitures, de restauration ou d'activités de loisirs qui doivent être fournis à une date ou à une période déterminée ;
- 13° De fourniture d'un contenu numérique non fourni sur un support matériel dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation.**

Le Prestataire ne propose que des services numériques au sens du 1° et du 13° de l'article L. 221-28 du Code de la consommation. A ce titre, les Services ne peuvent pas faire l'objet d'une rétractation.

9 - GARANTIES LEGALES

CANI'COMPANY rappelle toutefois que l'Utilisateur bénéficie des garanties légales de non-conformité ainsi qu'à raison des vices cachés de la chose vendue, en ce compris les défauts de conformité.

Si l'Utilisateur constate que le Service qui lui a été fourni présente un défaut de conformité, il doit en informer CANI'COMPANY aux coordonnées mentionnées à l'article 2 des présentes, en lui indiquant la nature de la non-conformité et en lui envoyant tout justificatif utile, notamment sous la forme de photographie(s) et captures d'écran.

CANI'COMPANY procédera aux vérifications nécessaires et proposera à l'Utilisateur le remplacement du Service dans la mesure du possible. Si le remplacement du Service est impossible, CANI'COMPANY remboursera à l'Utilisateur le remboursement de l'intégralité du prix payé pour le Service, par tout moyen utile, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 14 (quatorze) jours suivant la date à laquelle CANI'COMPANY l'aura informé de son intention de le rembourser l'impossibilité de remplacer le Service.

Les textes légaux relatifs aux garanties légales sont reproduits en Annexe 1 des présentes.

10 - OBLIGATIONS DES UTILISATEURS

Les Utilisateurs sont seuls responsables du choix et de l'usage qu'ils font des Services. Il leur appartient de vérifier l'adéquation des Services à leurs besoins et contraintes spécifiques préalablement à la souscription desdits Services.

Ils doivent par ailleurs prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder par leurs propres moyens les informations de leur Espace Personnel qu'ils jugent nécessaires, dont aucune copie ne leur sera fournie.

Il appartient enfin aux Utilisateurs de prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger leurs propres données et/ou logiciels stockés sur leurs équipements informatiques et ce contre toute atteinte.

11 - RESPONSABILITE DE CANI'COMPANY

1. CANI'COMPANY s'engage à procéder régulièrement à des contrôles afin de vérifier le fonctionnement et l'accessibilité de l'Application. A ce titre, CANI'COMPANY se réserve la faculté d'interrompre momentanément l'accès à l'Application pour des raisons de maintenance. De même, CANI'COMPANY ne saurait être tenue responsable des difficultés ou impossibilités momentanées d'accès à l'Application qui auraient pour origine des circonstances qui lui sont extérieures, la force majeure, ou encore qui seraient dues à des perturbations des réseaux de télécommunication.
2. CANI'COMPANY ne fournit à l'Utilisateur aucune garantie quant à l'adaptation des Services à ses besoins, attentes ou contraintes.
3. La responsabilité de CANI'COMPANY est exclue en cas de préjudice, direct ou indirect, affectant les biens ou les personnes, subi par l'Utilisateur ou un tiers, et résultant des cas suivants :
4. Négligence ou faute commise par l'Utilisateur ou par un tiers ;
Toute utilisation dans des conditions manifestement non conformes pour l'utilisation des Services.
5. CANI'COMPANY ne pourra être tenue pour responsable de l'inexécution ou du retard dans l'exécution des contrats de vente du fait de circonstances qui lui sont extérieures ou d'un cas de force majeure, étant expressément précisé que sont considérés comme cas de force majeure, outre ceux qui sont habituellement retenus par la jurisprudence des juridictions françaises : les intempéries exceptionnelles, les catastrophes naturelles, les incendies et inondations, la foudre, les attentats, les cas de rupture ou de blocage des réseaux de télécommunication, des moyens de transport ou des services postaux y compris du fait de grèves, les dommages provoqués par des virus pour lesquels les moyens de sécurité existant sur le marché ne permettent pas leur éradication, ainsi que toute obligation légale ou réglementaire ou d'ordre public imposée par les autorités compétentes et qui auraient pour effet de modifier substantiellement les présentes conditions générales.
6. En tout état de cause, la responsabilité susceptible d'être encourue par CANI'COMPANY au titre des présentes est expressément limitée aux seuls dommages directs avérés subis par les Utilisateurs.

12 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les systèmes, logiciels, structures, infrastructures, bases de données et contenus de toute nature (textes, images, visuels, musiques, logos, marques, base de données, etc ...) exploités par CANI'COMPANY au sein de l'Application sont protégés par tous droits de propriété intellectuelle ou droits des producteurs de bases de données en vigueur. Tous désassemblages, décompilations, décryptages, extractions, réutilisations, copies et plus généralement, tous actes de reproduction, représentation, diffusion et utilisation de l'un quelconque de ces éléments, en tout ou partie, sans l'autorisation de CANI'COMPANY sont strictement interdits et pourront faire l'objet de poursuites judiciaires.

13 - DONNEES A CARACTERE PERSONNEL, NEWSLETTER ET LISTE D'OPPOSITION AU DEMARCHAGE TELEPHONIQUE

1. Données à caractère personnel

CANI'COMPANY pratique une politique de protection des données personnelles dont les caractéristiques sont explicitées dans le document intitulé « Charte de Confidentialité » dont l'Utilisateur est expressément invité à prendre connaissance.

CANI'COMPANY comprend que la protection des données et de la vie privée soit un enjeu pour l'ensemble des internautes utilisant l'Application. CANI'COMPANY s'engage, conformément à la réglementation RGPD, à respecter votre vie privée et à protéger vos données à caractère personnel, c'est à dire susceptible de vous identifier directement ou indirectement en tant que personne.

Dans le cadre de la Commande, CANI'COMPANY a vocation à récolter des données personnelles de l'Utilisateur. CANI'COMPANY s'engage à protéger les données à caractère personnel des Utilisateurs.

Les fichiers comportant des données à caractère personnel nécessaires pour les Services sont notamment conservés sur les serveurs de l'hébergeur de l'Application. Ce prestataire assure être en conformité avec les prescriptions du règlement général sur la protection des données (RGPD). CANI'COMPANY ne communique pas et ne fait pas commerce des données personnelles des Utilisateurs.

Au stade de la Commande sur l'Application, l'Utilisateur consent expressément à la collecte et au traitement de ses données à caractère personnel nécessaires pour effectuer les Commandes.

Les données personnelles récoltées par CANI'COMPANY ont pour objet de permettre la réalisation de la Commande. Les différentes données à caractère personnelles ne seront pas conservées plus longtemps que nécessaire aux fins pour lesquelles elles ont été récoltées, y compris au regard du respect des obligations légales ou fiscales.

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, telle que modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004 dite « Informatique et Libertés », et au règlement général sur la protection des données (RGPD), sous réserve de justifier de votre identité, tout Utilisateur, quelle que soit sa nationalité, dispose d'un droit d'accès, de modification et de suppression de ses données à caractère personnel. Chaque Utilisateur est également en droit de solliciter une limitation du traitement de ses données et dispose, par ailleurs, d'un droit à la portabilité des données ainsi que d'un droit d'opposition au traitement des données à caractère personnel le concernant.

En tout état de cause, tout Utilisateur a le droit de faire toute réclamation auprès de la CNIL.

2. Newsletter

En cochant la case prévue à cet effet ou en donnant expressément son accord à cette fin, l'Utilisateur accepte que CANI'COMPANY puisse lui faire parvenir, à une fréquence et sous une forme déterminée par elle, une newsletter (lettre d'information) pouvant contenir des informations relatives à son activité.

Les Utilisateurs auront la faculté de se désinscrire de la newsletter en cliquant sur le lien prévu à cet effet, présent dans chacune des newsletters (lettres d'information).

3. Liste d'opposition au démarchage téléphonique

Vous avez la possibilité de vous inscrire gratuitement sur une liste d'opposition au démarchage téléphonique BLOCTEL (www.bloctel.gouv.fr) afin de ne plus être démarché téléphoniquement par un professionnel avec lequel vous n'avez pas de relation contractuelle en cours, conformément à la loi n°2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation.

Tout consommateur a la possibilité de s'inscrire gratuitement sur cette liste sur l'Application <https://conso.bloctel.fr/index.php/inscription.php>.

14 - PUBLICITE

CANI'COMPANY se réserve la faculté d'insérer au sein de l'Application et dans toute communication aux Utilisateurs tous messages publicitaires ou promotionnels sous une forme et dans des conditions dont CANI'COMPANY sera seule juge.

15 - LIENS ET SITES TIERS

CANI'COMPANY ne pourra en aucun cas être tenue pour responsable de la disponibilité technique de sites internet ou d'applications mobiles exploités par des tiers (y compris ses éventuels partenaires) auxquels l'Utilisateur accéderait par l'intermédiaire de l'Application.

CANI'COMPANY n'endosse aucune responsabilité au titre des contenus, publicités, produits et/ou services disponibles sur de tels sites et applications mobiles tiers dont il est rappelé qu'ils sont régis par leurs propres conditions d'utilisation.

CANI'COMPANY n'est pas non plus responsable des transactions intervenues entre l'Utilisateur et un quelconque annonceur, professionnel ou commerçant (y compris ses éventuels partenaires) vers lequel l'Utilisateur serait orienté par l'intermédiaire de l'Application et ne saurait en aucun cas être partie à quelques litiges éventuels que ce soit avec ces tiers concernant notamment la livraison de produits et/ou services, les garanties, déclarations et autres obligations quelconques auxquelles ces tiers sont tenus.

16 - COMPORTEMENTS PROHIBES

1. Sont strictement interdits : (i) tous comportements de nature à interrompre, suspendre, ralentir ou empêcher le bon fonctionnement de l'Application, (ii) toutes intrusions ou tentatives d'intrusions dans les systèmes de CANI'COMPANY, (iii) tous détournements des ressources système de l'Application, (iv) toutes actions de nature à imposer une charge disproportionnée sur les infrastructures de ce dernier, (v) toutes atteintes aux mesures de sécurité et d'authentification, (vi) tous actes de nature à porter atteinte aux droits et intérêts financiers, commerciaux ou moraux de CANI'COMPANY ou des utilisateurs de son Application, (vii) toute pratique détournant l'Application à des fins autres que celles pour lesquelles il a été conçu et enfin plus généralement (viii) tout manquement aux présentes conditions générales ou aux lois et règlements en vigueur.
2. Il est de même strictement interdit de monnayer, vendre ou concéder tout ou partie de l'accès à l'Application, ainsi qu'aux informations qu'il contient.
3. En cas de manquement à l'une quelconque des dispositions du présent article ou plus généralement, d'infractions aux lois et règlements, CANI'COMPANY se réserve le droit de prendre toutes mesures appropriées et d'engager toute action en justice.

17 - DESINSTALLATION

L'Utilisateur peut désinstaller l'Application à tout moment. Il peut également se désinscrire en adressant une demande à cet effet à CANI'COMPANY par email, aux coordonnées mentionnées à l'article 2.

La désinscription est effective dans un délai maximum de 7 (sept) jours à compter de cette demande. Elle entraîne la suppression automatique du Compte de l'Utilisateur.

18 - MODIFICATIONS

CANI'COMPANY se réserve la faculté de modifier à tout moment les présentes conditions générales d'utilisation et de vente. Dans ce cas, les conditions applicables seront celles en vigueur à la date de la commande de l'Utilisateur.

19 - LANGUE

Dans l'hypothèse d'une traduction des présentes conditions générales dans une ou plusieurs langues, la langue d'interprétation sera la langue française en cas de contradiction ou de contestation sur la signification d'un terme ou d'une disposition.

20 - MEDIATION

Il est également rappelé que tout consommateur a le droit de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige qui l'oppose à un

professionnel. A cet effet, CANI'COMPANY garantit à l'Utilisateur le recours effectif à un dispositif de médiation de la consommation.

Médiation des litiges de consommation : Conformément aux dispositions du Code de la consommation concernant le règlement amiable des litiges, CANI'COMPANY adhère au Service du Médiateur CM2C.

En cas de litige, vous pouvez déposer votre réclamation sur son site : <https://www.cm2c.net/declarer-un-litige.php> ou par voie postale en écrivant à [49 Rue de Ponthieu, 75008 Paris](#).

Vous pouvez recourir au service de médiation pour les litiges de consommation liés à une commande effectuée sur internet.

Il est enfin rappelé que la médiation n'est pas obligatoire mais uniquement proposée afin de résoudre les litiges en évitant un recours à la justice. En cas d'échec de cette procédure de médiation ou si l'Utilisateur souhaite saisir une juridiction, les règles du code de procédure civile s'appliqueront.

L'Utilisateur peut également entrer en contact avec la plateforme de résolution des litiges mise en ligne par la Commission Européenne à l'adresse suivante : <http://ec.europa.eu/consumers/odr/>.

21 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION

Les présentes conditions générales sont régies par la loi française.

Tous les litiges auxquels les opérations d'achat et de vente conclues en application des présentes conditions générales de vente pourraient donner lieu, concernant tant leur validité, leur interprétation, leur exécution, leur résiliation, leurs conséquences et leurs suites et qui n'auraient pu être résolues entre CANI'COMPANY et l'Utilisateur seront soumis aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

ANNEXE 1 - TEXTES LEGAUX RELATIFS AUX GARANTIES

Article L. 217-4 du Code de la consommation

Le vendeur est tenu de livrer un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance. Il répond également des défauts de conformité résultant de l'emballage, des instructions de montage ou de l'installation lorsque celle-ci a été mise à sa charge par le contrat ou a été réalisée sous sa responsabilité.

Article L. 217-5 du Code de la consommation

Le bien est conforme au contrat :

S'il est propre à l'usage habituellement attendu d'un bien semblable et, le cas échéant :

- s'il correspond à la description donnée par le vendeur et possède les qualités que celui-ci a présentées à l'acheteur sous forme d'échantillon ou de modèle ;
- s'il présente les qualités qu'un acheteur peut légitimement attendre eu égard aux déclarations publiques faites par le vendeur, par le producteur ou par son représentant, notamment dans la publicité ou l'étiquetage ;

Ou s'il présente les caractéristiques définies d'un commun accord par les parties ou est propre à tout usage spécial recherché par l'acheteur, porté à la connaissance du vendeur et que ce dernier a accepté.

Article L. 217-7 Code de la consommation

Les défauts de conformité qui apparaissent dans un délai de vingt-quatre mois à partir de la délivrance du bien sont présumés exister au moment de la délivrance, sauf preuve contraire. Pour les biens vendus d'occasion, ce délai est fixé à six mois. Le vendeur peut combattre cette présomption si celle-ci n'est pas compatible avec la nature du bien ou le défaut de conformité invoqué.

Article L. 217-8 Code de la consommation

L'acheteur est en droit d'exiger la conformité du bien au contrat. Il ne peut cependant contester la conformité en invoquant un défaut qu'il connaissait ou ne pouvait ignorer lorsqu'il a contracté. Il en va de même lorsque le défaut a son origine dans les matériaux qu'il a lui-même fournis.

Article L. 217-9 Code consommation

En cas de défaut de conformité, l'acheteur choisit entre la réparation et le remplacement du bien. Toutefois, le vendeur peut ne pas procéder selon le choix de l'acheteur si ce choix entraîne un coût manifestement disproportionné au regard de l'autre modalité, compte tenu de la valeur du bien ou de l'importance du défaut. Il est alors tenu de procéder, sauf impossibilité, selon la modalité non choisie par l'acheteur.

Article L. 217-10 Code de la consommation

Si la réparation et le remplacement du bien sont impossibles, l'acheteur peut rendre le bien et se faire restituer le prix ou garder le bien et se faire rendre une partie du prix. La même faculté lui est ouverte :

1° Si la solution demandée, proposée ou convenue en application de l'article L. 217-9 ne peut être mise en œuvre dans le délai d'un mois suivant la réclamation de l'acheteur ;

2° Ou si cette solution ne peut l'être sans inconvénient majeur pour celui-ci compte tenu de la nature du bien et de l'usage qu'il recherche.

La résolution de la vente ne peut toutefois être prononcée si le défaut de conformité est mineur. »

Article L.217-11 du Code de la consommation

L'application des dispositions des articles L. 217-9 et L. 217-10 a lieu sans aucun frais pour l'acheteur. Ces mêmes dispositions ne font pas obstacle à l'allocation de dommages et intérêts.

Article L. 217-12 du Code de la consommation

L'action résultant du défaut de conformité se prescrit par deux ans à compter de la délivrance du bien.

Article L. 217-16 du Code de la consommation

Lorsque l'acheteur demande au vendeur, pendant le cours de la garantie commerciale qui lui a été consentie lors de l'acquisition ou de la réparation d'un bien meuble, une remise en état couverte par la garantie, toute période d'immobilisation d'au moins sept jours vient s'ajouter à la durée de la garantie qui restait à courir. Cette période court à compter de la demande d'intervention de l'acheteur ou de la

mise à disposition pour réparation du bien en cause, si cette mise à disposition est postérieure à la demande d'intervention.

Article 1641 du Code civil

Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

Article 1643 du Code civil

Il est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que, dans ce cas, il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie.

Article 1644 du Code civil

Dans le cas des articles 1641 et 1643, l'acheteur a le choix de rendre la chose et de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix.

Article 1648 alinéa 1er du Code civil

L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice.

ANNEXE 2 – POLITIQUE DE RETOUR ET FORMULAIRE DE RETRACTATION

Le droit de rétractation s'exercera selon les modalités prévues par le Code de la consommation.

Il est entendu que tous les Services peuvent faire l'objet d'une rétractation, excepté ceux exclus par l'article L. 221-28 du Code de la consommation, reproduit ci-dessous :

Le droit de rétractation ne peut être exercé pour les contrats :

1° De fourniture de services pleinement exécutés avant la fin du délai de rétractation et dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation ;

2° De fourniture de biens ou de services dont le prix dépend de fluctuations sur le marché financier échappant au contrôle du professionnel et susceptibles de se produire pendant le délai de rétractation ;

3° De fourniture de biens confectionnés selon les spécifications du consommateur ou nettement personnalisés ;

4° De fourniture de biens susceptibles de se détériorer ou de se périmenter rapidement ;

5° De fourniture de biens qui ont été descellés par le consommateur après la livraison et qui ne peuvent être renvoyés pour des raisons d'hygiène ou de protection de la santé ;

6° De fourniture de biens qui, après avoir été livrés et de par leur nature, sont mélangés de manière indissociable avec d'autres articles ;

7° De fourniture de boissons alcoolisées dont la livraison est différée au-delà de trente jours et dont la valeur convenue à la conclusion du contrat dépend de fluctuations sur le marché échappant au contrôle du professionnel ;

8° De travaux d'entretien ou de réparation à réaliser en urgence au domicile du consommateur et expressément sollicités par lui, dans la limite des pièces de rechange et travaux strictement nécessaires pour répondre à l'urgence ;

9° De fourniture d'enregistrements audio ou vidéo ou de logiciels informatiques lorsqu'ils ont été descellés par le consommateur après la livraison ;

10° De fourniture d'un journal, d'un périodique ou d'un magazine, sauf pour les contrats d'abonnement à ces publications ;

11° Conclues lors d'une enchère publique ;

12° De prestations de services d'hébergement, autres que d'hébergement résidentiel, de services de transport de biens, de locations de voitures, de restauration ou d'activités de loisirs qui doivent être fournis à une date ou à une période déterminée ;

13° De fourniture d'un contenu numérique non fourni sur un support matériel dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation.

Le Prestataire ne propose que des services numériques au sens du 1° et du 13° de l'article L. 221-28 du Code de la consommation. A ce titre, les Services ne peuvent pas faire l'objet d'une rétractation.